

Egalité des soins ! Proximité ! Hôpital public ! Soins de qualité !

Droit à la Sécu ! Droit à la retraite... La Sécu : un point c'est tout !!!

Santé et protection sociale au cœur de la rentrée sociale !

Cent jours après sa prise de pouvoir, nous voici confrontés aux décisions du Président Macron, l'« ami du patronat et des banques » !

Nous le savions, mais la réalité va bien au delà, car nous avons devant nous un **chantier de démolition de notre protection sociale, et sa transformation libérale, remettant en cause** : Les concepts d'égalité, de solidarité, d'universalité, d'appropriation sociale, bases fondamentales de notre Sécurité sociale.

Casse du Code du travail et Casse de la Sécurité sociale, vont de pair dans cette catastrophe annoncée avec les ordonnances d'une part, et le prochain PLFSS d'autre part, pour le bonheur de Gattaz, président du Medef, affirmant il y a quelques semaines « *se trouver sur un petit nuage* » !

En s'installant d'une manière pérenne dans l'application des lois précédentes, Macron et « sa majorité en marche » ne s'en contentent pas, ils veulent aller plus loin, plus fort, plus vite. Ils ont bien l'intention « *d'en finir avec la protection du travail* » au nom des dogmes ultra-libéraux : déficits publics, compétitivité de la France...pour « libérer l'entreprise »

...Et quand ils parlent de « réduire le coût du travail...nous savons que cela veut dire :

- EXIT LE CODE DU TRAVAIL,
- EXIT LA SECURITE SOCIALE,
- EXIT LES SERVICES PUBLICS !

« La mesure phare que nous défendons reste sans conteste la préservation, le renforcement même d'un système fondé sur la solidarité, dans lequel chacun cotise selon ses moyens, reçoit selon ses besoins... »

Demain, nous améliorerons la couverture des soins de santé pour tous, nous renforcerons leur accessibilité sur tous les territoires, tout en garantissant leur qualité...

Je m'engage également d'augmenter en moyenne les dépenses de santé de 2,3% sur toute la mandature pour améliorer les transformations de notre système de santé que je souhaite mener à bien... »

Emmanuel Macron,
Candidat à la présidentielle

Aussi, en cette rentrée nous allons devoir amplifier nos combats de ces dernières années car ce qui nous attend, c'est : 60 milliards d'euros d'« économies » de la dépense publique qui se décline :

- 25 milliards par la réduction des postes de la fonction publique (*au moins 50 000 postes !*)
- 10 milliards sur les collectivités territoriales !
- 25 milliards sur la seule « sphère sociale »,
- 15 milliards sur les dépenses de l'assurance sociale
- 10 milliards sur les dépenses de l'assurance chômage !

Avec une telle politique, Macron nous promet :

- Pérenniser les exonérations et supprimer les cotisations sociales,
- Accroître la place des complémentaires au détriment de la sécurité sociale, car c'est bien de cela qu'il s'agit avec Zéro reste à charge d'ici 2022 pour la prise en charge des lunettes, prothèses dentaires et les prothèses auditives. Nous sommes à l'opposé du 100% Sécu !
- Baisser encore plus les impôts pour les entreprises,
- Augmenter les prélèvements sociaux avec notamment +1,7% sur la CSG impactant le pouvoir d'achat des retraité-e-s sans pour autant en redonner aux salariés.



- **Instrumentaliser la Sécurité sociale en lui imposant de gérer** la mutuelle des étudiants ou encore le RSI des salariés indépendants, sans moyens, ce qui va engager le processus d'un « panier de soins » restreint remboursé pas la sécurité sociale, impérativement associer, pour ceux qui en auront les moyens, à une assurance complémentaire, voire une sur-complémentaire !
- **Remettre en cause les droits à la retraite**, toutes les retraites par un nouveau système à points
- **Pousser plus loin le processus de restructuration avec les GHT et de super GHU** en faveur de la privatisation des hôpitaux notamment en accélérant l'ambulatoire, dans l'objectif d'amplifier la financiarisation de la santé
- **Accroître les inégalités entre les territoires sans répondre à la problématique de la désertification médicale**
- **Utiliser la prévention pour engraisser les Multinationales pharmaceutiques**, et mettre en danger la santé scolaire, la santé au travail et les PMI, ce que ne pourra remplacer le futur « *service sanitaire de trois mois pour les étudiants de santé* »

Combattre le PLFSS* 2018 de toutes nos forces ! (*Projet de Financement de la Sécurité Sociale)

D'imposture en imposture, de mensonge en mensonge, nous voyons se profiler une société que l'immense majorité de la population ne veut pas ! Un monde du chacun pour soi, de la précarité de la vie, des inégalités sociales de santé, un monde étatisé où les abus à la démocratie vont se multiplier.

A terme, c'est tout le système solidaire financé par les cotisations qui disparaît avec un financement par l'impôt qui s'impose d'autant que se réduit le budget de l'Etat !

La rentrée sociale, ce sera donc, encore et encore, expliciter les mesures antisociales et rétrogrades du gouvernement Macron très médiatisées, mais peu explicitées !

Et agir ensemble pour :

- **Le 100% SECU, ce n'est pas une utopie, le PCF l'a démontré**, et nous nous félicitons que depuis, une démarche de co-élaboration s'opère activement avec des syndicats, des associations, des professionnels pour faire de cette exigence une base de mobilisation rassembleuse et populaire.
- **Les moyens existent : en attestent les quelques 34 milliards de dividendes du premier semestre 2017 des entreprises du CAC 40**
- **Des hôpitaux publics qui doivent rester publics**, de proximité avec les moyens humains et matériels, mettre fin à la T2A
- **Combattre la désertification médicale, remettre en cause le Numéris clausus** et exiger un maillage territorial en médecine de ville, avec un hôpital de proximité et dans chaque canton, chaque bassin de vie offrir les services de santé (soins et prévention) de première intention à travers l'implantation de centres de santé publics
- **Retrouver des services de prévention de la naissance à la vieillesse**, en passant par l'école et le monde du travail, à la hauteur des enjeux
- **Une psychiatrie publique de secteur préservée et renforcée**
- **Créer un Pôle public du médicament, car ce n'est pas une marchandise !**



C'est urgent ! C'est juste et efficace !

